

pertes dues à l'embargo en 1999. Ce prix payé est-il en rapport avec le risque réel ? La question pourrait être posée, mais elle ne l'est pas. En effet, l'analyse classique en termes de coûts-bénéfices n'est pas utilisée dans ce type de situation. L'embargo est une mesure maximale dont le coût est mesuré a posteriori, la sécurité sanitaire étant jugée prioritaire, quel qu'en soit le prix.

Il s'agit là d'un comportement nouveau, assumé par les politiques, dicté, leur semble-t-il, par l'obligation d'assurer la santé de leurs concitoyens. Or il faut bien convenir que cette ardente obligation, à laquelle se référait récemment un article de Jean Glavany, ministre français de l'Agriculture, dans *Le Monde*, ne s'applique quasiment qu'à l'alimentation. Pour autant ces mesures ne s'imposent pas d'emblée, à toutes occasions. Elles varient selon les circonstances. Ainsi, la récente découverte de l'utilisation d'eaux usées dans la fabrication de farines animales en France a provoqué un scandale, des remontrances de la Commission européenne et l'obligation de cesser ces pratiques. Mais le risque découvert n'est pas apparu majeur au point d'imposer une mesure d'embargo sur les viandes incriminées, qui n'ont pas même été retirées du marché. L'appréciation du risque demeure à l'origine de la décision politique, à tous les niveaux. Mais cette appréciation n'est pas sans subjectivité, les pratiques à risques dans l'élaboration de l'alimentation semblant d'autant plus réprouvées qu'elles sont nouvelles, ou objet d'un rejet fort de l'opinion. Ce n'était pas le cas pour ces eaux usées.

L'embargo est une pratique politique d'apparition récente dans la gestion des crises régionalisées et des risques afférents. Il est utilisé essentiellement, entre pays industrialisés, dans le domaine alimentaire. On comprend mieux pourquoi le thème de la sécurité sanitaire des aliments sera sans doute à l'ordre du jour des négociations de l'OMC. En effet, alors que la libéralisation des échanges de marchandises est l'objet de ces négociations ces embargos sanitaires peuvent être conçus comme des armes protectionnistes, et l'éventualité de leur multiplication devient un problème majeur. Ainsi, les relations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis sont altérées par un conflit concernant le boeuf aux hormones depuis dix ans. En 1989, l'Union européenne a refusé d'importer la viande élevée avec des hormones de croissance en provenance des Etats-Unis et du Canada, ce qui constituait déjà une forme d'embargo. En avril 1999, après avoir trouvé des traces d'hormones dans des viandes garanties en être dépourvues, elle a décidé l'embargo sur l'ensemble de la production. L'OMC a, en 1998, jugé en appel que l'embargo était non conforme aux règles du commerce international, puis a autorisé, en juillet 1999, les Etats-Unis et le Canada à taxer fortement certains produits français, en réponse au maintien de l'embargo.

C'est ici que la "Science" est d'une autre façon appelée à témoigner, voire à décider. Dans le conflit américano-européen sur la viande aux hormones, c'est un avis scientifique que le comité des conflits de l'OMC s'est appuyé pour donner tort à l'Europe. Celle-ci avait elle-même fourni un argumentaire scientifique, mais il a été jugé insuffisant.

Lors de la levée de l'embargo sur les viandes britanniques en août, la Commission européenne s'est appuyée non seulement sur les contrôles de ses vétérinaires, mais aussi sur l'avis donné par le Comité scientifique directeur sur le schéma d'exportation des viandes anglaises (le DBES), avis donné en janvier 1998. Après la crise de la "vache folle", et suite à l'enquête du Parlement européen, la Commission européenne avait mis en place une série de comités scientifiques chargés de l'éclairer dans ses décisions, à la fin de l'année 1997. Parmi eux, un comité ad hoc